

**ANTONIUS, RACHAD et NORMAND BAILLARGEON. *Identité, « race » et liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche.* Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 384 p. ISBN 978-2-7637-5625-7**

Sophie-Laurence Lamontagne

Volume 20, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1093908ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1093908ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise d'ethnologie

ISSN

1703-7433 (imprimé)

1916-7350 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamontagne, S.-L. (2022). Compte rendu de [ANTONIUS, RACHAD et NORMAND BAILLARGEON. *Identité, « race » et liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche.* Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 384 p. ISBN 978-2-7637-5625-7]. *Rabaska*, 20, 263–266.  
<https://doi.org/10.7202/1093908ar>

# Comptes rendus

ANTONIUS, RACHAD et NORMAND BAILLARGEON. *Identité, « race » et liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 384 p. ISBN 978-2-7637-5625-7.

Accepter de faire un compte rendu de cet ouvrage selon une approche non assassine équivaut, d'entrée de jeu, à choisir son camp et en assumer le choix. Compte tenu des multiples enjeux qu'il soulève, l'ouvrage *Identité, « race », liberté d'expression* vaut la peine d'être soumis à une lecture attentive. Il regroupe une vingtaine d'auteurs chercheurs, professeurs, essayistes, communicateurs, écrivains, journalistes qui portent un regard critique face aux débats « qui fracturent la gauche », comme ils le disent si bien. Ils et elles ont retourné une à une les pierres d'une pensée qui se veut à gauche, mais d'une gauche qui a délaissé, en cours de route, ses objectifs initiaux. Cela parce que les solidarités sociales qui la définissaient, désormais mises à mal, ne jouent plus leur rôle, déstabilisées qu'elles sont par le poids, l'insistance, le travail idéologique d'un relativisme culturel qui puise aux notions de race et racialisation, de victimisation, de rapports de domination, d'appropriation culturelle, de rectitude politique alimentée à la culture du bannissement et, enfin, de mise en exergue du non-binaire et du genre dans le spectre de l'identité ; des notions, au surplus appelées à s'additionner dans l'intersectionnalité, c'est-à-dire dans le croisement de plusieurs formes de discrimination.

La pensée *woke* dont il est question, on l'aura deviné, ratisse tous les secteurs d'activités sociales, éducatives et culturelles, et s'insinue avec détermination dans le politique et l'institutionnel. Les auteurs remettent en cause – et ils nous font comprendre pourquoi – la primauté donnée au « ressenti » dans cette idéologie au détriment de l'argumentation logique et de la pensée scientifique, celles-ci étant, selon ce point de vue *woke*, « teintée » de blanchitude. Une blanchitude liée au pouvoir, lui-même source d'oppression, de souffrance et de violence. Bien qu'historiquement cela soit vrai dans des contextes et pays bien précis, leur application à la société québécoise, écrit-on, peut facilement être questionnée.

À cet effet, les auteurs qui précisent ne pas être dans « une panique morale » (p. 2) ont donc choisi en introduction d'illustrer *leurs grands malaises* par des exemples précis et, en premier lieu, celui qui consiste à traiter de raciste une enseignante ayant utilisé le mot en « N » jugé offensant par une ou quelques personnes, avec le résultat que l'autorité universitaire condamne... l'enseignante. Vient ensuite l'exemple des créateurs de la pièce de théâtre *Slav* accusés d'appropriation culturelle, vu la trop faible participation de personnes racisées. Troisième exemple, le rejet, en différentes circonstances, d'argumentations rationnelles non pas à cause « de leur faiblesse ou de leur incohérence » (p. 3), mais en raison de la personne qui les formule. Enfin, dernier exemple et non le moindre, l'utilisation, par des institutions médicales d'euphémismes tout droit tirés du politiquement correct, tels « personnes ayant un utérus », afin d'évacuer le mot femme jugé inadéquat dans l'optique de l'identité de genre.

Ces exemples, devenus pour les auteurs des thèmes à exploiter, ont été répartis en quatre groupes d'analyse, soit *les idées en mutation*, *les transformations du politique*, *les études de cas et témoignages* et *la question du sexe et du genre* dans la définition de l'identité. On y apprend, car cela n'est pas connu de tous et toutes, que le prophétisme a investi les sciences sociales au sein de certaines universités, tant et si bien que des professeurs se font prophètes et révèlent les nouvelles vérités de la culture *woke* qu'on ne peut attaquer par la raison, parce que désignées au départ non attaquables et, de là, non discutables. On comprend ici que la parole démocratique comme celle du débat sur les idées sont estimées inacceptables, surtout si elles sont basées sur la science. Cela ne surprend guère puisque la science, comme on le sait, place à l'avant-plan la raison, ce qui présuppose une organisation de la pensée cadrée dans la logique – selon un ordre donc – équivalent, dans l'esprit *woke* radical, à de la violence à l'égard d'une pensée plus encline au relativisme, basée sur les savoirs empiriques, l'expérience vécue ou relayée, les croyances religieuses ainsi que le ressenti. En outre, ajoute un des auteurs, la science est de plus dénoncée « du fait des dominations de race (lire de blanchitude) de culture, (et) de genre » (p. 41). Or, les prophètes, pour reprendre cette expression, révèlent en classe cette vérité trop longtemps cachée volontairement à une partie de l'humanité. Un des auteurs, lui-même professeur d'histoire des religions en milieu universitaire livre, à cet effet, un touchant témoignage sur les embûches dressées à la liberté académique, tant dans le milieu professoral qu'étudiant (p. 313).

Derrière la guerre contre la science, s'implante celle des mots dont ce fameux mot en « N » que les organismes publics et institutionnels utilisent avec un sentiment de culpabilité à peine voilé. Des auteurs de l'ouvrage

de race noire (c'est ainsi qu'ils se définissent plutôt que par l'euphémisme personne de couleur) n'hésitent pas à braver cet interdit de la culture *woke* pour redonner à ce mot toute sa stature, nettoyée, cette fois, de ses connotations. Les mots « nègre » et « négritude » reprennent sous leur plume leur droit d'exister, de se réapproprier leur vrai sens, soit autre que celui de la hiérarchisation par rapport à la blancheur ou de l'habituelle référence au racisme. En somme, dans un monde non pas idéal, mais normal, ces mots prononcés avec respect par des personnes blanches dans un cours de littérature, d'art, de sociologie, de philosophie, etc., ne devraient faire sourciller aucun étudiant, aucune étudiante.

Découle de cette guerre des mots, cette formule également adoptée par nos organismes et institutions publiques et qui porte sur le racisme systémique. On y lit que ce concept ne peut être compris et encore moins accepté par des groupes non minoritaires, puisque relié « au privilège blanc » (p. 200) et, qu'au surplus, il relève du ressenti et non du regard scientifique. Il n'est pas inutile de rappeler, sur ce point bien précis, que ce *privilège blanc* réaffirmé par la mouvance *woke* sert d'assise aux nombreuses études postcoloniales développées au cours des années 1980, lesquelles analysent la domination qui émane de la symbiose savoir-pouvoir. Sans nier l'existence d'un racisme systémique hérité des conquêtes coloniales, il importe tout de même de questionner son applicabilité à l'ensemble des institutions dans le contexte bien précis et actuel de notre société, ce que font les auteurs avec une approche basée sur une analyse de contexte doublée de distance critique.

Pour en finir avec les mots, trois articles particulièrement percutants s'attardent à deux groupes de lettres qui jusqu'à tout récemment semblaient définir nos sexes biologiques. Dans la bien-pensance à laquelle il faudra s'habituer, Femme et Homme sont remis en cause et déclarés *personae non gratae* : il suffit maintenant, en effet, de se définir par l'identité de genre ressentie ou vécue comme telle et non plus par le sexe. Un jugement du code civil du Québec, datant de 2021, a ainsi rendu discriminatoire envers les personnes non binaires l'utilisation des mots Femme, Homme, Père, Mère et Sexe dans certains articles du dit code (p. 159).

Loin de représenter une mesure d'utilisation exceptionnelle, ce jugement conforte des groupes allergiques aux références binaires. L'exemple nous est donné par cette chargée de cours de l'UQAM obligée de démissionner sous le harcèlement et la pression d'étudiants et étudiantes en désaccord avec les mots Homme et Femme dans un cours d'études féministes (p. 160). Cette question de l'identité de genre tend à irriguer tout le réseau scolaire, notamment par le biais d'interventions faites dans les écoles afin

de convaincre les jeunes d'adhérer à cette perception de soi basée sur le ressenti, un sujet délicat finement abordé et étudié dans cet ouvrage.

Au fil des pages, on en arrive à se demander s'il ne se dégage pas, malgré leur désir d'objectivité, une certaine paranoïa intellectuelle chez ces auteurs tant, dans l'ensemble, ils nous présentent une réalité encore imperceptible et presque chimérique aux yeux de plusieurs. Cependant, tout au long de la lecture, les origines de la pensée *woke*, son positionnement par rapport à la gauche traditionnelle – à laquelle appartiennent les auteurs faut-il le rappeler –, ses références politiques et philosophiques, son emprunt aux caractéristiques d'une religion suffisent à nous convaincre de la prégnance de cette idéologie dans tous les milieux et auprès de toutes les identités anthropologiques. Les auteurs analysent avec rigueur chacun des thèmes abordés avec une mise en contexte à partir de laquelle ils conçoivent fort bien que des ajustements s'imposent dans nos rapports sociaux ; ils conviennent que tous les ressentis ne sont pas faux, mais que c'est l'utilisation et les manipulations qu'on en fait qui doivent être questionnées, remises en cause et au besoin déboulonnées. En fermant ce livre, incontournable pour mieux comprendre les sous-couches du présent, il devient difficile de se défaire de l'idée que c'est le degré d'inconfort et de sensibilité au thermomètre du ressenti qui nourrit cette bien-pensance dont l'empreinte est en voie de marquer nos modes de vie, notre propre vision de la culture et bientôt notre propre histoire. Avec l'influence non négligeable qu'exercent divers groupes radicaux d'intervention et de revendication, suffisamment organisés pour fracturer les rapports sociaux, deviendra-t-il futile de concevoir une société aux valeurs communes ?

Pour plusieurs lecteurs que cet ouvrage attirera tel un aimant, un regret se profilera sans doute : celui de l'absence de synthèse, de rassemblement des thèmes en un tout cohérent qui ferait ressortir, en conclusion, ce qui apparaît, au final, comme « le » grand malaise en amont de tout autre, soit l'effritement de la liberté de parole et de son corollaire le droit au débat. Au fond, quel rempart, quel entrebâillement de porte les auteurs auraient-ils pu proposer partant de leurs recherches afin de susciter l'espoir d'un dialogue pour l'instant inexistant parce qu'enlisé, précisément, dans les notions *d'identité, de race et... de liberté d'expression* de plus en plus emprisonnée ?

SOPHIE-LAURENCE LAMONTAGNE  
Ethnologue consultante